



DEPARTEMENT d'EURE-ET-LOIR

Arrondissement de CHARTRES

VILLE

DE

MAINTENON

Arrêté N° 2023-014

**ARRETE PERMANENT DE CIRCULATION
ET DE STATIONNEMENT**

DIVERSES RUES

NOUS, Maire de la Commune de **MAINTENON**,

VU la loi 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N°82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967, modifié, sur la signalisation des routes et autoroutes,

VU le Code Pénal, notamment l'article R.610-5,

VU le Code de la Route, notamment l'article L 325-1 à L 325-13 ; R325-1 et suivants ; R.411-26, R.411-28, R.412-28, R.412-30, R.412-31, R.415 alinéa 1 et 3, R.417-6, R.417-9, R.417-10, R.417-12,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2131-1, L 2131-2, L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1, L 2213-2, L 2213-4,

VU la demande déposée par la société CITEOS pour intervenir sur l'éclairage public, sur l'ensemble des rues de la commune, prévus **tout au long de l'année 2023**,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation et du stationnement des véhicules pour assurer la sécurité pendant le déroulement des travaux,

ARRETONS :

ARTICLE 1^{er} : Le stationnement des véhicules pourra être interdit en fonction des différentes zones d'interventions de la société CITEOS afin de permettre le bon stationnement du véhicule de chantier au niveau des rues concernées en cas d'intervention, **tout au long de l'année 2023**,

ARTICLE 2 : La chaussée sera réduite, la circulation des véhicules se fera en contournement du véhicule de chantier en intervention ou par alternat manuel en fonction du lieu de dépannage, **tout au long de l'année 2023**,

ARTICLE 3 : Sanction ; Les infractions au présent arrêt seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les véhicules dont la circulation et le stationnement en infraction aux dispositions du présent arrêté peuvent être immobilisés, mis en fourrière, retirés de la circulation et, le cas échéant, aliénés ou livrés à la destruction.

ARTICLE 4 : La signalisation sera établie conformément aux prescriptions de l'instruction Interministérielle. Elle sera mise en place par la **société CITEOS** à ses frais et sous sa responsabilité.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Ampliation sera dressée à :

- Monsieur le Directeur des Services Techniques du Conseil Départemental
- Madame la Directrice de Transbeauce
- Monsieur le Directeur de la société du Nettoyage Urbain
- Monsieur le Président de Chartres Métropole
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- Madame la Responsable de la Police Municipale.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, et publié.

Fait à Maintenon, le 11 Janvier 2023


Le Maire,
Thomas LAFORGE